



Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Suivi de l'évaluation de l'action de l'État dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis

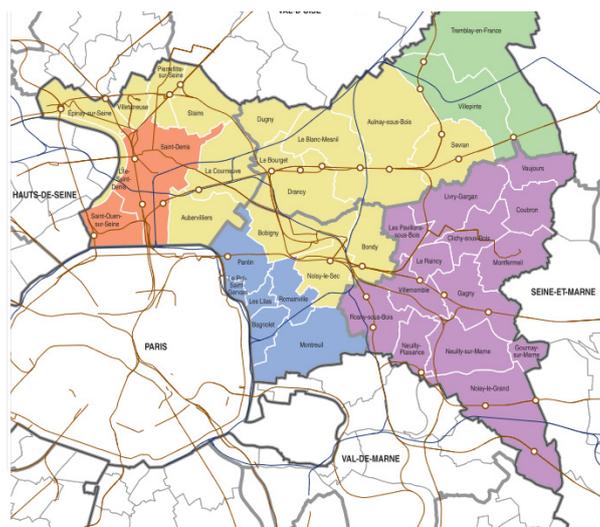
Mme Christine Decodts et M. Stéphane Peu
rapporteurs

En mai 2018, le CEC a présenté un rapport consacré à l'action de l'État dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis qui comptait 14 propositions. Ce rapport a donné lieu à une rencontre avec le Premier ministre Édouard Philippe puis à l'instauration de groupes de travail ayant abouti à l'adoption d'un plan gouvernemental intitulé « L'État plus fort en Seine-Saint-Denis ».

Compte tenu de l'adoption de ce plan et de la crise sanitaire, le champ du rapport - initialement centré sur l'éducation, la sécurité et la justice - a été étendu à la situation de la santé et il a été décidé d'assurer le suivi du plan « État plus fort ».

LA SEINE-SAINT-DENIS, UN DÉPARTEMENT DYNAMIQUE MAIS CONFRONTÉ À DES DIFFICULTÉS SOCIALES MAJEURES

- ♦ Au 1^{er} janvier 2023, le département comptait 1,682 million d'habitants ;
- ♦ La population croît depuis trois ans d'un peu plus de 9 000 habitants par an ;
- ♦ La Seine-Saint-Denis est le département le plus jeune de l'Hexagone : 42 % des résidents ont moins de 30 ans (contre 35 % en France hexagonale) et l'âge médian est de 34 ans ;
- ♦ En 2019, 18 communes de Seine-Saint-Denis comptaient plus de 30 % d'immigrés parmi leurs habitants, principalement originaires d'Algérie, du Maroc, du Portugal, de Tunisie, de Turquie, d'Italie et d'Espagne. 62 % des jeunes de moins de 25 ans ont un parent immigré dans le département.



Source : Insee dossier Île-de-France n° 6, janvier 2021

La Seine Saint-Denis concentre d'importantes difficultés sociales :

- ♦ Le taux de pauvreté en 2020 est de 27,6 % soit plus du double de la moyenne nationale (13,6 %).
- ♦ On constate une forte inadéquation entre le profil des emplois offerts et le niveau de qualification des résidents : environ deux emplois sur trois en Seine-Saint-Denis sont occupés par des non-résidents. Le taux de chômage est de 10,1 % dans le département, contre 7,2 % en France.
- ♦ La population est très dépendante des prestations sociales : 58,6 % des habitants sont couverts par des allocations dont 66,4 % de personnes de nationalité française et 33,5 % de nationalité étrangère. 5 % des habitants touchent le RSA et près de 2 % de la population touchent l'allocation adulte handicapé.

Proportion de personnes sous le seuil de pauvreté en Île-de-France

(en pourcentage de la population)	Sous le seuil de pauvreté
Paris	15,4
Hauts-de-Seine	11,9
Seine-Saint-Denis	27,6
Val-de-Marne	16,6
Seine-et-Marne	11,7
Yvelines	9,7
Essonne	13,2
Val-d'Oise	17,0
Île-de-France	15,5

Source : INSEE 2020

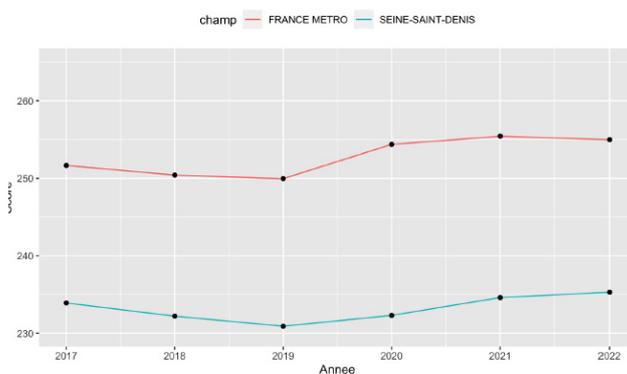
UNE ÉCOLE EN CRISE QUI PEINE À TENIR LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

♦ On observe un décrochage dès l'entrée en CP dans les compétences complexes telles que la maîtrise du vocabulaire et la résolution de problèmes mathématiques. Ces constats sont les mêmes en CE1.

♦ En 6e, les élèves de Seine-Saint-Denis sont les moins bien classés de France hexagonale, surtout en mathématiques. Or, les collégiens de Seine-Saint-Denis ont l'indice de position sociale le plus faible de l'Hexagone.

♦ Le dédoublement des classes est effectif à 100 % en grande section de maternelle, en CP et en CE1 en REP et en REP+.

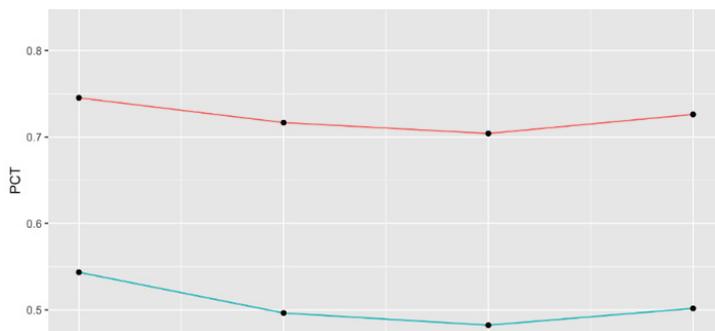
Résoudre un problème en 6^e



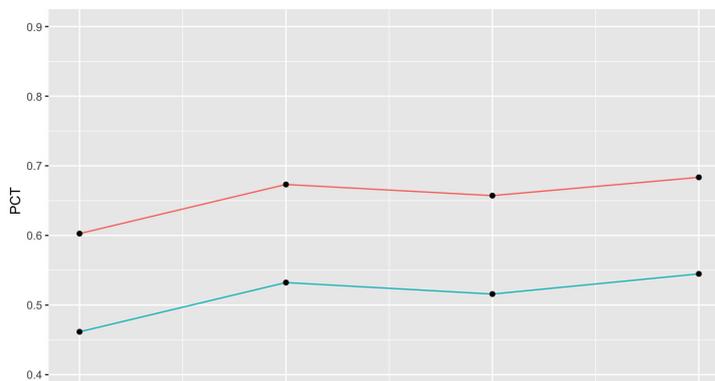
Source : DEPP

En rouge la France hexagonale, en vert, la Seine-Saint-Denis

Comprendre des mots à l'oral en CP



Résoudre un problème en CP



Source : DEPP

Indice de position sociale des collégiens en 2022

Indice de position sociale des collégiens ⁽¹⁾ en 2022	Métropole et DROM	Académie de Créteil	Seine-Saint-Denis
Public hors éducation prioritaire	106,0	106,7	97,7
REP	85,3	85,2	83,8
REP+	74,4	77,5	77,6
Total Public	100,9	98,3	88,0
Privé sous contrat	121,1	127,1	119,7
Total public + privé sous contrat	105,3	102,2	92,2

Source : DEPP

Les ressources humaines du ministère de l'éducation nationale sont à la peine : il y a trop de contractuels, trop d'enseignants jeunes et inexpérimentés et trop de turnover. Dans le 1^{er} degré, en 2023, 31 % des enseignants avaient moins de 35 ans et 22 % des enseignants avaient au maximum trois ans d'ancienneté. Dans le second degré, en 2022, 43 % des enseignants avaient moins de 35 ans et 56 % des enseignants avaient au maximum cinq ans d'ancienneté.

On constate aussi un manque très important d'accompagnants d'élèves en situation de handicap : il y a 2145 « équivalents temps plein » d'accompagnants en Seine-Saint-Denis mais rien qu'à la rentrée 2023, il y a eu 1 805 notifications administratives au profit d'enfants ayant besoin d'un tel accompagnement. Du côté des établissements médico-sociaux, il y a une capacité d'accueil de 3 038 places mais il y a 6 675 personnes en recherche de places soit deux fois plus alors même qu'il n'y a qu'1 % de places vacantes actuellement.

Parmi les propositions des rapporteurs :

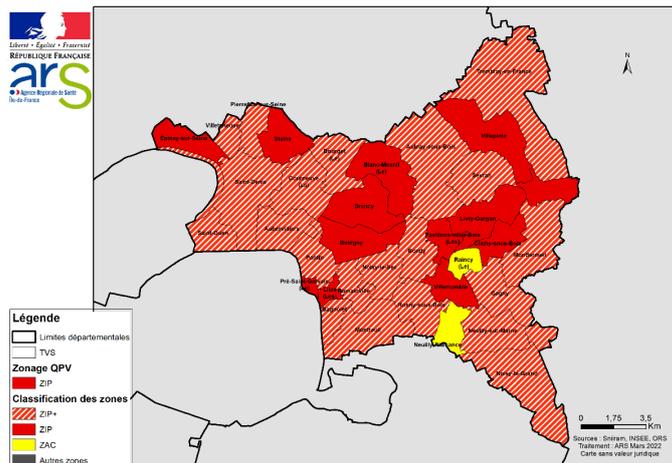
♦ Élaborer, en lien avec les élus, les organisations syndicales de l'enseignement en Seine-Saint-Denis, les organisations représentatives des parents d'élèves du département et les services de l'éducation nationale, un projet partagé pour « une école plus forte en Seine-Saint-Denis ».

♦ Expérimenter un système de formation rémunérée de niveau master 2 au profit des étudiants du département inscrits en L1 se destinant au métier d'enseignant, moyennant engagement à servir pendant dix ans en Seine-Saint-Denis.

UNE SANTÉ FRAGILE DANS LE PREMIER DÉSERT MÉDICAL DE FRANCE

♦ Alors même que la population est bien plus jeune que la moyenne, les habitants de Seine-Saint-Denis présentent des pathologies graves telles que l'obésité pour 16 % d'entre eux ou le diabète, pour 7 % d'entre eux. Or, on sait que ce type de pathologie est un facteur aggravant de nombreuses maladies – on l'a encore vu lors de la crise sanitaire qui a particulièrement touché la Seine-Saint-Denis.

S'agissant du cancer, les indicateurs ne sont pas bons non plus dans le département : les Séquano-Dionysiens ont un taux d'incidence favorable mais un taux de mortalité paradoxalement défavorable, notamment parce qu'ils tardent à se faire diagnostiquer.



En rouge et hachuré, les zones les plus fragiles, correspondant à 97,8% de la population.

♦ Alors même que la santé des habitants est très fragile, on ne recensait que 1 767 médecins généralistes en 2022 dans le département, soit à peine 50 généralistes pour 100 000 habitants ; la proportion est la même pour les spécialistes. L'ensemble du département est ainsi en zone sous-dense.

♦ Près d'un quart des Séquano-Dionysiens est sans médecin traitant et l'offre sanitaire publique est peu attractive et le taux de fuite y est important. De nombreux habitants de Seine-Saint-Denis ayant un problème d'accessibilité financière aux soins, les structures hospitalières publiques comme privées sont en difficulté financière.

♦ L'offre de soins psychiatriques est elle aussi en réelle difficulté : la densité de psychiatres est de 26 pour 100 000 habitants. Par ailleurs, le taux de places en EHPAD est le plus faible de la région parisienne.

Parmi les propositions des rapporteurs :

- ♦ Étendre le périmètre de la prime de fidélisation territoriale aux agents de la fonction publique hospitalière.
- ♦ Étendre le bénéfice du contingent préfectoral de logements sociaux aux agents de la fonction publique hospitalière.

DES BESOINS ACCRUS QUI RESTENT LARGEMENT INSATISFAITS EN MATIÈRE DE HANDICAP

♦ Le département est tout aussi mal loti qu'en matière de santé et le sous-équipement du département concerne malheureusement aussi bien les enfants que les adultes.

♦ L'offre de soins pour personnes en situation de handicap est de 1,6 pour 1000 en Seine-Saint-Denis, contre 4,2 pour 1 000 dans l'Hexagone. L'insuffisance de l'offre risque de se faire sentir encore bien davantage qu'auparavant car il n'est plus possible d'adresser des personnes adultes en Belgique depuis février dernier.

S'agissant en particulier des enfants, la Seine-Saint-Denis ne dispose que d'environ 1 600 places en institut médico-éducatif alors que 4 400 enfants sont orientés dans ce type de structure par la maison départementale des personnes handicapées et que 2 200 enfants sont en attente de place dans ce type d'établissement.

Parmi les propositions des rapporteurs :

- ♦ Adopter un plan sectoriel sur le handicap en Seine-Saint-Denis.
- ♦ Augmenter, en Seine-Saint-Denis, le nombre de places en établissement pour personnes en situation de handicap.

LE DÉPARTEMENT LE PLUS CRIMINOLOGIQUE DE L' HEXAGONE

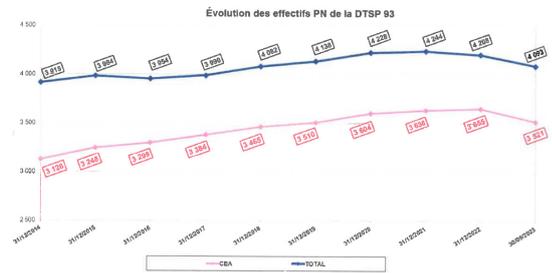
♦ Le département a le nombre de faits de délinquance rapporté au nombre d'habitants le plus important de France métropolitaine : 20 pour 1000 habitants, soit 427 faits de délinquance par jour.

Ont augmenté entre 2018 et 2022 les faits de proxénétisme aggravé, les tentatives d'homicide volontaire, les actes de violences contre X et les vols à main armée. En matière de stupéfiants, on recense 200 points de deal en Seine-Saint-Denis et une forte hausse des violences intrafamiliales : ces dernières représentent 52 % des coups et blessures volontaires et concernent 4,3 habitants sur 1000.

Les habitants sont exposés aux violences du quotidien, tabassages, dégradations, vols à l'arraché de téléphones, de bijoux ou de sacs à main, courses-poursuites en scooter et autres échanges de coups de feu.

♦ Face à ces difficultés, les effectifs de police ont augmenté de 5,29 % entre 2018 et 2022 mais le service départemental de la police judiciaire reste sous-doté. En outre, les policiers sont souvent inexpérimentés et la Seine-Saint-Denis reste pour beaucoup une école d'application.

Évolution des effectifs de la police nationale dans la direction territoriale de la sécurité publique 93



Source : Préfecture de police de Paris

UNE JUSTICE DÉGRADÉE DANS LA DEUXIÈME JURIDICTION DE FRANCE

Les juridictions de Seine-Saint-Denis – et en particulier le tribunal judiciaire de Bobigny – sont complètement engorgées. Bobigny est la plus grosse juridiction de France après Paris. Or le fossé entre le nombre de dossiers à traiter et les effectifs alloués y est béant. Ainsi, en matière pénale, entre 2019 et 2022, le nombre de dossiers reçus par le parquet de Bobigny est passé de 178 000 à 227 000 dont 50 000 peuvent donner lieu à poursuite. Chaque année, le tribunal est en mesure de rendre entre 16 000 et 20 000 décisions correctionnelles. Le taux de réponse pénale est de 59,3 % à Bobigny contre 72,9 % à Paris.



Le Tribunal judiciaire de Bobigny

On constate un déséquilibre entre l'augmentation du nombre de magistrats et le manque important de greffiers, ce qui a une incidence sur l'activité juridictionnelle.

La maison d'arrêt de Villepinte enregistre le taux de 183 % d'occupation de ses cellules – un record en Île-de-France.

En matière civile, il y a plus de 13 000 dossiers en stock au tribunal de proximité d'Aulnay-sous-Bois pour le contentieux des demandes d'indemnisation des retards ou annulations de vols à l'aéroport de Roissy.

Parmi les propositions des rapporteurs :

- ♦ Localiser en urgence au tribunal judiciaire de Bobigny vingt emplois de greffiers supplémentaires et créer cinquante-trois postes de greffier.
- ♦ Modifier l'article 750-1 du code de procédure civile afin de préciser qu'en matière de contentieux aérien, la médiation est assurée par le Médiateur du tourisme et du voyage et que c'est la seule procédure amiable possible, à l'exclusion de la conciliation et de la procédure participative.

DE NÉCESSAIRES MESURES TRANSVERSALES EN FAVEUR DE L'ATTRACTIVITÉ DE L'EMPLOI PUBLIC

Parmi les propositions des rapporteurs :

- ♦ Consacrer 30 % du contingent préfectoral de logements sociaux aux agents publics affectés en Seine-Saint-Denis.
- ♦ Porter le montant de la prime de fidélisation territoriale de 10 000 à 15 000 euros.

Lire l'intégralité du rapport sur le site de l'Assemblée nationale :

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/delegations-comites-offices/cec>